

# L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE A FAIM D'INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

Une épargne nationale importante, aussi bien l'épargne budgétaire que celle des ménages (que l'on redécouvre à chaque lancement d'un emprunt obligataire), des banques surliquides, un portefeuille d'intentions d'investissements colossal... Tous les éléments d'un relance de l'investissement productif sont là et pourtant, «ça ne bouge pas beaucoup» comme me disait récemment un opérateur économique privé. Au début de cette décennie 2000, l'Etat avait fait le pari des investisseurs étrangers. Non seulement ils ne sont pas venus, mais à présent ce sont les pouvoirs publics qui sont plus regardants sur le comportement (pas toujours compatible avec les intérêts nationaux) de ces «apporteurs» de capitaux. Pourtant, comme nous venons de le rappeler, ces capitaux existent dans le pays et c'est plutôt le pari des investisseurs nationaux que devrait faire le gouvernement.

Les mêmes contraintes, les mêmes obstacles, les mêmes dysfonctionnements qui brident l'investissement sont là depuis plus de dix ans. Combien de fois n'ont-ils été diagnostiqués, décriés, analysés, mais... «rien ne bouge» !

Il faut rappeler, encore une fois, que nos besoins nationaux sont satisfaits, dans tous les domaines, par le recours aux importations dont la facture ne cesse d'augmenter. En termes globaux, la production nationale satisfait à peine 25 % des besoins nationaux en moyenne. D'un autre côté, notre production nationale est totalement absente sur les mar-

chés extérieurs. Ni substitutions aux importations, ni promotion des exportations : où est notre système productif national ?

Existe-t-il seulement après quarante années d'industrialisation, de vélocité industrielle, devrions-nous plutôt écrire.

## Une très mauvaise attractivité

L'économie algérienne n'attire pas l'investisseur. Non par manque de débouchés ou par étroitesse du marché intérieur, non plus pour cause de coût élevé de la main-d'œuvre mais par incapacité des différentes administrations économiques à huiler la mécanique qui mène à l'investissement. Nous connaissons tous le classement peu glorieux de notre économie en matière de climat des affaires : le «doing business», que la Banque mondiale publie chaque année et qui classe les économies mondiales en fonction des facilitations qu'elles accordent à l'investissement, place l'économie algérienne parmi les 20 dernières, sur plus de 160 économies. Et chaque année, la situation se détériore encore un peu plus : l'accès au crédit est un calvaire pour les promoteurs, l'acquisition d'un terrain pour l'implantation de l'usine est quasi impossible, le droit économique qui régit l'activité économique est illisible, changeant et peu rassurant... et on peut allonger la liste. Est-il si difficile d'arranger tout cela, de débrider les initiatives, de laisser le dynamisme des opérateurs algériens s'exprimer pleinement ?

Durant le Ramadan passé, le président Bouteflika a reçu dans le cadre de ses auditions des membres du gouvernement, le ministre de la PME/PMI. Fin décembre 2008 au plus tard, avait dit le président, un programme de relance de la PME/PMI détaillé, précis et concret devait être élaboré et présenté en Conseil des ministres. Nous sommes en février 2009 et... toujours rien. Pourquoi, quels sont ces problèmes insurmontables qui empêchent l'économie d'avancer ? En recevant le ministre des Finances, le président de la République a dit non à un fonds souverain et oui à un fonds d'investissement qu'il faut créer dans les meilleurs délais pour soutenir l'investissement productif... On attend toujours ! Serions-nous incapables en Algérie de lutter contre les blocages bureaucratiques. Y aurait-il quelques «diables cachés» qui bloquent le système ?

Les défis sont pourtant nombreux et redoutables et c'est une véritable course contre la montre qui est engagée pour sortir du tout pétrole et construire une économie de production et une économie de services.

Un taux d'épargne de 56 % du PIB, des millions de dossiers d'investissement en souffrance à l'ANDI, une jeunesse en mal d'emploi et de perspectives : ce sont là des problèmes économiques qui ne sauraient être dissous dans des grandes analyses politiques ni encore moins dans des courses à l'échalote. 170 000 PME (et non pas des TPE : très petites entreprises) sont créées chaque année en



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

France ; un nombre plus important encore en Italie et en Espagne quand en Algérie nous n'arrivons pas à en créer 5 000 par an au moment où le taux de chômage est chez nous nettement plus important et la demande intérieure en divers biens considérable. Les priorités du débat ne sont plus à savoir avec précision la date de l'élection présidentielle ni si le challenge en matière de participation des citoyens à cette élection sera relevé. Le lait est sur le feu et en matière économique, qui n'avance pas recule, car les paramètres démographiques, les évolutions économiques mondiales, la concurrence et la compétition mondiales, eux, n'attendent pas.

A. B.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail : [info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## Jeanne d'Arc ressuscitée à Alger !

Pourquoi Abdekka ne s'est-il pas encore officiellement engagé dans la course ? Parce qu'un détail, trois fois rien, n'a pas encore été réglé.

Son score !

Bienvenue dans l'I.C.G.D. L'Immense Chapiteau du Grand Délire. Désolé, je ne peux pas appeler cela autrement. C'est du délire ! Une sénatrice française, du PS (si ! si ! cette formation existe encore) faisant partie d'une délégation des Bouches-du-Rhône a été reçue par Abdekka. Et à la sortie de cette entrevue de plus de 3 heures (une moyenne nationale honorable), la brave dame a révélé aux confrères de l'AFP que Bouteflika aurait évoqué la possibilité de sa succession au pouvoir, aurait défini devant elle le profil de son successeur. A ce niveau-là de confidences, je me demande comment Abdekka n'est pas allé jusqu'à livrer à notre sénatrice française, en exclusivité, le nom de celui qui va le remplacer. Ça nous aurait économisé du temps, de la salive et de l'encre. Non ! Assurément, la seule conclusion à tirer de ce gros délire, c'est que le Parti socialiste français va décidément très mal. En plus de ne travailler que 35 heures, en plus de se choisir une nouvelle patronne qui est au sourire et à la sympathie ce qu'est Benhadj à l'huma-

nisme, le PS français entend à présent des voix ! L'une de ses sénatrices jure sur Jean Jaurès et Léon Blum réunis qu'elle a bien entendu Abdelaziz Premier affirmer qu'il se retirait de la course au 3<sup>e</sup> mandat. Ya Madame, rabbi yah'dik ! Le monsieur a changé une constitution pour l'ajuster à sa taille. Il a convoqué des députés, leur a fait faire les beaux, en ayant pris le soin, juste avant leur numéro, de leur offrir un nonos. Il a installé un comité national de campagne. Des comités régionaux. Il oblige nos enfants à suer sur des examens portant sujet «Elections». Les formulaires de soutien circulent partout, même en prison et dans les centres pour grabataires. Et à côté de tout cela madame la sénatrice, en face de cette montagne d'indices forts, probants et indiscutables d'une réélection du sieur pour la 3<sup>e</sup> fois à la tête du pays, vous voudriez que nous accordions plus de crédit à votre «sentiment». A votre impression cueillie à la sortie d'une soulerie verbale de 3 heures. J'ai connu scénario mieux ficelé, M'dame. En 2004, au moins, ils avaient fait l'effort du casting et de la trame. Bon retour en France, madame. Ce beau pays. Le pays d'une autre dame qui entendait elle aussi des voix et qui termina très mal ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

LES INCROYABLES  
NISSAN



SUNNY CLASSIC  
ECONOMISEZ  
JUSQU'À  
150.000 DA

